

**Audience publique extraordinaire du 13 septembre 2013**

Recours formé par  
Monsieur ..., Schrassig  
contre trois décisions du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration  
en matière de protection internationale (art. 20, L.5.5.2006)

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 33116 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 24 juillet 2013 par Maître Nicky Stoffel, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... (Algérie), de nationalité algérienne, actuellement détenu au Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig tendant à l'annulation d'une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 11 juillet 2013 de statuer sur le bien-fondé de sa demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée, à la réformation de la décision du même ministre du 11 juillet 2013 refusant de faire droit à sa demande de protection internationale et à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire contenu dans le même acte ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 2 août 2013 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions déférées ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Katrin Djaber-Hussein, en remplacement de Maître Nicky Stoffel, et Madame le délégué du gouvernement Jacqueline Jacques en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 11 septembre 2013.

---

Le 5 mai 2011, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères, direction de l'Immigration une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, ci-après dénommée « la loi du 5 mai 2006 ».

Monsieur ... fut entendu en date du 3 juin 2013 par un agent du ministère des Affaires étrangères, direction de l'immigration, sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale. Lors de cet entretien, Monsieur ... déclara être de nationalité algérienne et avoir quitté l'Algérie en 2006. Il aurait fait de la contrebande en 2006 pour financer ses études et un jour la police lui aurait confisqué toute sa marchandise. Suite à cet évènement il se serait rendu à un commissariat de police où il se serait arrosé d'essence et aurait tenté de s'immoler par le feu en signe de protestation. Or, il n'aurait pas pu allumer son briquet et les policiers l'auraient enfermé dans une cellule au commissariat. Le lendemain il

aurait été présenté au procureur d'Etat et à un juge d'instruction. Il aurait été libéré, mais après un certain temps il aurait été approché par un homme qui se serait présenté comme étant un membre du Département de Renseignement et de la Sécurité. Depuis, il serait convaincu d'être surveillé par des agents du Département de Renseignement et de la Sécurité puisqu'il serait considéré être une menace pour l'Etat.

Par décision du 11 juillet 2013, notifiée à l'intéressé en mains propres le 17 juillet 2013, le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, désigné ci-après par « le ministre », informa Monsieur ... qu'il avait statué sur le bien-fondé de sa demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée en se fondant sur les dispositions de l'article 20 (1) h), a), b) d) et f) de la loi du 5 mai 2006 et que sa demande avait été refusée comme non fondée, tout en lui enjoignant de quitter le territoire dans un délai de 30 jours. La décision du ministre, qui relève que le récit du demandeur serait sujet à caution, est fondée sur la considération que sa demande de protection internationale ne serait basée sur aucun des critères de fond défini par la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut de réfugié, ci-après désignée par « la Convention de Genève », et que l'événement relaté de 2006 serait trop éloigné dans le temps pour être pris en compte dans l'examen de sa demande de protection internationale. Le ministre relève encore qu'il aurait pu déposer une demande de protection internationale dans les différents pays européens qu'il a traversés depuis 2006. Par ailleurs, bien qu'il soit venu au Luxembourg en 2010, sa demande de protection internationale ne daterait que du mois de mai 2011. Dans ces conditions, sa demande de protection internationale tomberait clairement sous les points a), b), d), f) et h) de l'article 20, paragraphe 1<sup>er</sup> de la loi du 5 mai 2006 et ne serait pas fondé ni quant au statut de réfugié ni quant à la protection subsidiaire au sens de l'article 37 de la loi du 5 mai 2006.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 24 juillet 2013, Monsieur ... a fait introduire un recours en annulation contre la décision du ministre du 11 juillet 2013 de statuer sur le bien-fondé de sa demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée, à la réformation de la décision portant refus de faire droit à sa demande de protection internationale et à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire contenu dans le même acte.

Quant aux faits, Monsieur ... relate être de nationalité algérienne et avoir quitté l'Algérie en 2006 pour se rendre à Tripoli en Libye. Delà, il aurait pris un ferry pour se rendre en Italie et serait arrivé au Luxembourg début 2010 après avoir traversé plusieurs Etats européens. En 2006, il aurait fait de la contrebande pour pouvoir financer ses études, mais la police aurait confisqué sa marchandise suite à quoi il se serait rendu au commissariat où il aurait dû passer une nuit en cellule. Il aurait rencontré un homme qui se serait présenté comme étant un membre du Département du Renseignement et de la Sécurité et depuis cette rencontre, il serait convaincu d'être surveillé suite aux menaces perpétrées à l'encontre de l'Etat algérien quand il aurait essayé de mettre le feu au commissariat de police.

#### 1) Quant au recours tendant à l'annulation de la décision du ministre du 11 juillet 2013 de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée

Etant donné que l'article 20, paragraphe (4) de la loi du 5 mai 2006 prévoit un recours en annulation contre les décisions du ministre de statuer sur le bien-fondé d'une demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée, un recours en annulation a valablement pu être introduit contre la décision déferée du ministre de statuer sur la demande

de protection internationale des demandeurs dans le cadre d'une procédure accélérée. Le recours en annulation est par ailleurs recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de ce volet de la requête introductive d'instance, le demandeur estime que les faits soulevés seraient pertinents au regard de l'examen visant à déterminer s'il remplit les conditions pour bénéficier de la protection internationale. Par ailleurs, en se limitant à la description de sa situation et en estimant qu'il ferait uniquement état de problèmes de droit commun sans analyser si ces problèmes n'auraient pas eu des implications l'empêchant de vivre dans son pays d'origine, le ministre n'aurait pas correctement évalué sa situation, de sorte que la décision de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée serait infondée. Le demandeur insiste sur le fait qu'il aurait été dans l'obligation de quitter son pays d'origine en raison de craintes de persécution, en l'occurrence le fait d'être suivi par un membre du Département de Renseignement de la Sécurité suite à l'incident qui se serait déroulé au sein du commissariat. Ces faits seraient dès lors à qualifier de persécutions morales et psychologiques. Par ailleurs, le demandeur conteste que l'Algérie serait à qualifier de pays d'origine sûr au sens de l'article 21 de la loi du 5 mai 2006, alors qu'il ressortirait d'un rapport d'Amnesty International de 2013 que les autorités algériennes auraient maintenu des restrictions sur la liberté d'expression, d'associations et de réunions et auraient dispersé des manifestations et auraient harcelé des défenseurs des droits humains.

Le délégué du gouvernement conclut à ce que le recours est à rejeter pour ne pas être fondé.

Aux termes de l'article 20, paragraphe (1) de la loi du 5 mai 2006 : « *Le ministre peut statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée dans les cas suivants :*

*a) le demandeur, en déposant sa demande et en exposant les faits, n'a soulevé que des questions sans pertinence ou d'une pertinence insignifiante au regard de l'examen visant à déterminer s'il remplit les conditions requises pour prétendre au statut conféré par la protection internationale ;*

*b) il apparaît clairement que le demandeur ne remplit pas les conditions requises pour prétendre au statut conféré par la protection internationale ; [...]*

*d) le demandeur a induit en erreur les autorités en présentant de fausses indications ou de faux documents ou en dissimulant des informations ou documents concernant son identité ou sa nationalité qui auraient pu influencer la décision dans un sens défavorable ; [...]*

*f) le demandeur n'a produit aucune information permettant d'établir, avec une certitude suffisante, son identité ou sa nationalité, ou s'il est probable que, de mauvaise foi, il a procédé à la destruction ou s'est défait de pièces d'identité ou de documents de voyage qu'auraient aidé à établir son identité ou sa nationalité ; [...]*

*h) le demandeur n'a pas introduit plus tôt sa demande, sans motif valable, alors qu'il avait la possibilité de le faire ; [...]* ».

Il s'ensuit qu'aux termes de l'article 20 (1) a), b), d), f) et h) de la loi du 5 mai 2006, le ministre peut statuer sur le bien-fondé d'une demande de protection internationale par voie de procédure accélérée soit s'il apparaît que les faits soulevés lors du dépôt de la demande sont sans pertinence ou d'une pertinence insignifiante au regard de l'examen de la prédictée demande en obtention d'une protection internationale, soit s'il apparaît clairement que le demandeur

reste en défaut de faire état et d'établir à suffisance de droit des raisons de nature à justifier dans son chef dans son pays de provenance une crainte fondée de persécution du fait de sa race, de sa religion, de ses opinions politiques, de sa nationalité ou de son appartenance à un certain groupe social, respectivement un risque de subir des atteintes graves au sens de l'article 37 de la même loi, soit si le demandeur a induit en erreur les autorités en présentant de fausses indications ou de faux documents ou en dissimulant les informations ou documents concernant son identité ou sa nationalité qui auraient pu influencer la décision dans un sens défavorable, ou si le demandeur n'a produit aucune information permettant d'établir, avec une certitude suffisante, son identité ou sa nationalité, ou s'il est probable que, de mauvaise foi, il a procédé à la destruction ou s'est défait des pièces d'identité ou des documents de voyage qui auraient aidé à établir son identité ou sa nationalité, ou encore si le demandeur n'a pas introduit plutôt sa demande de protection internationale, sans qu'un motif valable soit de nature à justifier le dépôt de la demande de protection internationale tardive, alors que le demandeur avait la possibilité de le faire.

Les conditions pour pouvoir statuer sur le bien-fondé d'une demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée sont énumérées à l'article 20, paragraphe (1) de la loi du 5 mai 2006 de manière alternative et non point cumulative, de sorte qu'une seule condition valablement remplie peut justifier la décision ministérielle à suffisance.

En l'espèce, il ressort, entre autres, du dossier administratif déposé en cause et notamment d'un jugement du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, chambre correctionnelle, du 6 janvier 2011 que le 1<sup>er</sup> septembre 2010 le demandeur a commis un vol à l'aide de violence à Luxembourg-Ville, de sorte qu'il se trouvait déjà à cette date sur le territoire luxembourgeois. Etant donné que la demande de protection internationale n'a été déposée qu'en date du 5 mai 2011 et que le demandeur, ni lors de son entretien du 3 juin 2013 ni dans le cadre de la requête introductive d'instance, ne fournit de façon convaincante des raisons susceptibles de justifier le dépôt tardif de sa demande de protection internationale, le tribunal est amené à conclure que c'est à juste titre que le ministre a basé sa décision de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale en cause dans le cadre d'une procédure accélérée sur l'article 20, paragraphe (1), h) de la loi du 5 mai 2006, justifiant à lui seul la décision déferée.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que le recours est à rejeter pour ne pas être fondé, sans qu'il n'y a lieu d'analyser les conditions retenues à l'article 20, paragraphe 1 a), b), d) et f) de la loi du 5 mai 2006, examen devenant surabondant.

## 2) Quant au recours tendant à la réformation de la décision du ministre du 11 juillet 2013 portant refus d'une protection internationale

Etant donné que l'article 20, paragraphe (4) de la loi du 5 mai 2006 prévoit un recours en réformation en matière de demandes de protection internationale déclarées non fondées dans le cadre d'une procédure accélérée, le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation. Ledit recours en réformation est par ailleurs recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

En vertu de l'article 2 a) de la loi du 5 mai 2006, la notion de « *protection internationale* » se définit comme correspondant au statut de réfugié et au statut conféré par la protection subsidiaire.

A ce sujet, la notion de « réfugié » est définie par l'article 2 d) de ladite loi du 5 mai 2006 comme étant « tout ressortissant d'un pays tiers qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays. (...) »

Par ailleurs, l'article 31 de la loi du 5 mai 2006 dispose « (1) Les actes considérés comme une persécution au sens de l'article 1 A de la Convention de Genève doivent :

- a) être suffisamment graves du fait de leur nature ou de leur caractère répété pour constituer une violation grave des droits fondamentaux de l'homme, en particulier des droits auxquels aucune dérogation n'est possible en vertu de l'article 15, paragraphe 2 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; ou
- b) être une accumulation de diverses mesures, y compris des violations des droits de l'homme, qui soit suffisamment grave pour affecter un individu d'une manière comparable à ce qui est indiqué au point a). »

Finalement, aux termes de l'article 28 de la loi du 5 mai 2006 : « Les acteurs des persécutions ou des atteintes graves peuvent être :

- a) l'Etat ;
- b) des partis ou organisations qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci ;
- c) des acteurs non étatiques, s'il peut être démontré que les acteurs visés aux points a) et b), y compris les organisations internationales, ne peuvent ou ne veulent pas accorder une protection contre les persécutions ou atteintes graves. »

et aux termes de l'article 29 de la même loi : « (1) La protection contre les persécutions ou les atteintes graves ne peut être accordée que par :

- a) l'Etat, ou
- b) des partis ou organisations y compris des organisations internationales, qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci, pour autant qu'ils soient déposés à offrir une protection au sens du paragraphe (2) et en mesure de le faire.

(2) La protection contre les persécutions ou les atteintes graves doit être effective et non temporaire. Une telle protection est généralement accordée lorsque les acteurs visés au paragraphe (1) points a) et b) prennent des mesures raisonnables pour empêcher la persécution ou des atteintes graves, entre autres lorsqu'ils disposent d'un système judiciaire effectif permettant de déceler, de poursuivre et de sanctionner les actes constituant une persécution ou une atteinte grave, et lorsque le demandeur a accès à cette protection. »

(3) *Lorsqu'il détermine si une organisation internationale contrôle un Etat ou une partie importante de son territoire et si elle fournit une protection au sens du paragraphe (2), le ministre tient compte des orientations éventuellement données par les actes du Conseil de l'Union européenne en la matière. »*

Il suit des articles précités de la loi du 5 mai 2006 que l'octroi du statut de réfugié est notamment soumis à la triple condition que les actes invoqués sont motivés par un des critères de fond définis à l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006, que ces actes sont d'une gravité suffisante au sens de l'article 31 (1) de la loi du 5 mai 2006, et qu'ils émanent de personnes qualifiées comme acteurs aux termes des articles 28 et 29 de la loi du 5 mai 2006, étant entendu qu'au cas où les auteurs des actes sont des personnes privées, elles ne sont à qualifier comme acteurs seulement dans le cas où les acteurs visés aux points a) et b) de l'article 28 de la loi du 5 mai 2006 ne peuvent ou ne veulent pas accorder une protection contre les persécutions et que le demandeur ne peut ou ne veut pas se réclamer de la protection de son pays d'origine.

Dans la mesure où les conditions sus-énoncées doivent être réunies cumulativement, le fait qu'une d'entre elles ne soit pas valablement remplie est suffisant pour conclure que le demandeur ne saurait bénéficier du statut de réfugié.

Force est encore de relever que la définition du réfugié contenue à l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006 retient qu'est un réfugié une personne qui « *craind avec raison d'être persécutée* », de sorte à viser une persécution future sans qu'il n'y ait nécessairement besoin que le demandeur ait été persécuté avant son départ de son pays d'origine. Par contre, s'il s'avérait que tel avait déjà été le cas, l'article 26 (4) de la loi du 5 mai 2006 établit une présomption simple que de telles persécutions se poursuivront en cas de retour dans le pays d'origine, étant relevé que cette présomption pourra être renversée par le ministre par la justification de l'existence de bonnes raisons de penser que ces persécutions ne se reproduiront pas. L'analyse du tribunal devra, par conséquent, en définitive porter sur l'évaluation, au regard des faits que le demandeur avance, du risque d'être persécuté qu'il encourt en cas de retour dans son pays d'origine.

En l'espèce, le demandeur invoque la crainte d'être suivi par un agent de la Direction de Renseignement de la Sécurité d'Algérie en raison du fait qu'il aurait essayé d'incendier un commissariat de police, de sorte que le tribunal est amené à conclure, indépendamment de la nature de ces actes et de leur degré de gravité, qu'ils ne sont pas motivés par un des critères de fond définis par la Convention de Genève et l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006 à savoir la race, la religion, la nationalité, les opinions politiques du demandeur ou son appartenance à un certain groupe social.

Il s'ensuit, que c'est à bon droit que le ministre a décidé de ne pas octroyer au demandeur le statut de réfugié.

Quant au volet de la décision litigieuse portant refus d'accorder le bénéfice du statut conféré par la protection subsidiaire, aux termes de l'article 2 f) de la loi du 5 mai 2006, de la loi du 5 mai 2006, est une « *personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire* », « *tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves*

*définies à l'article 37, l'article 39, paragraphes (1) et (2), n'étant pas applicable à cette personne, et cette personne ne pouvant pas ou, compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays ».*

L'article 37 de la même loi énumère, en tant qu'atteintes graves, sous ses points a), b) et c), « *la peine de mort ou l'exécution ; la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine ; ou des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».

Il s'ensuit que l'octroi de la protection subsidiaire est notamment soumis aux conditions que les actes invoqués par le demandeur, de par leur nature, entrent dans le champ d'application de l'article 37 précité de la loi du 5 mai 2006, à savoir qu'ils répondent aux hypothèses envisagées aux points a), b) et c), précitées, de l'article 37, et que les auteurs de ces actes puissent être qualifiés comme acteurs au sens des articles 28 et 29 de cette même loi, étant relevé que les conditions de la qualification d'acteur sont communes au statut de réfugié et à celui conféré par la protection subsidiaire.

Par ailleurs, l'article 2 f), précité définissant la personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire comme étant celle qui avance « *des motifs sérieux et avérés de croire que* », si elle est renvoyée dans son pays d'origine « *courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37* », cette définition vise partant une personne risquant d'encourir des atteintes graves futures, sans qu'il n'y ait nécessairement besoin que le demandeur ait déjà subi des atteintes graves avant son départ de son pays d'origine. Par contre, s'il s'avérait que tel avait été le cas, l'article 26 (4) de la loi du 5 mai 2006 établit une présomption simple que les atteintes graves antérieures d'ores et déjà subies se reproduiront en cas de retour dans le pays d'origine, étant relevé que cette présomption pourra être renversée par le ministre par la justification de l'existence de bonnes raisons de penser que ces atteintes graves ne se reproduiront pas. L'analyse du tribunal devra par conséquent en définitive porter sur l'évaluation, au regard des faits que le demandeur avance, du risque réel de subir des atteintes graves qu'il encourt en cas de retour dans son pays d'origine.

Le tribunal constate qu'à l'appui de sa demande de protection subsidiaire, le demandeur invoque en substance les mêmes motifs que ceux qui sont à la base de sa demande de reconnaissance du statut de réfugié.

Or, force est au tribunal de constater que le récit du demandeur est particulièrement vague en ce qui concerne les actes concrets qu'il craint subir en cas de retour dans son pays d'origine, de sorte qu'il y a lieu de conclure que son récit ne met pas en évidence qu'il existe des motifs sérieux et avérés de croire qu'il court un risque réel d'être soumis à la peine de mort ou l'exécution ou encore à la torture ou des sanctions inhumains ou dégradants voire des menaces graves et individuelles contre sa vie ou sa personne en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international. Par ailleurs, le tribunal est encore amené à conclure que le simple fait d'être suivi par un agent d'un service de renseignement, n'est pas d'une gravité suffisante pour être qualifiée d'atteinte grave au sens de l'article 37 de la loi du 5 mai 2006, étant relevé par ailleurs que le demandeur déclare lui-même avoir été rapidement libéré par les autorités de son pays d'origine pour les faits qu'il allègue avoir commis.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que c'est à bon droit que le ministre a refusé d'accorder au demandeur le bénéfice de la protection subsidiaire, de sorte

que le recours en réformation introduit contre la décision portant refus de l'octroi de la protection internationale est à rejeter comme non fondé.

3) Quant au recours tendant à l'annulation de la décision ministérielle du 11 juillet 2013 portant ordre de quitter le territoire

Etant donné que l'article 20, paragraphe (4) de la loi du 5 mai 2006 prévoit un recours en annulation contre l'ordre de quitter le territoire, un recours sollicitant l'annulation de pareil ordre contenu dans la décision déferée a valablement pu être dirigé contre la décision ministérielle litigieuse. Le recours en annulation ayant par ailleurs été introduit dans les formes et délai prévus par la loi, il est recevable.

Aux termes de l'article 20, paragraphe (2) de la loi du 5 mai 2006, « *une décision négative du ministre vaut décision de retour. (...)* ». En vertu de l'article 2. r) de la loi du 5 mai 2006 la notion de « *décision de retour* » se définit comme « *la décision négative du ministre déclarant illégal le séjour et imposant l'ordre de quitter le territoire* ».

A cet égard, le demandeur se limite à faire valoir que dans la mesure où il aurait fait état d'une crainte justifiée de persécution sinon d'atteintes graves au sens de la loi du 5 mai 2006, l'ordre de quitter le territoire serait à annuler.

Or, le tribunal vient de retenir que c'est à bon droit que le ministre a rejeté la demande de protection internationale sous analyse, de sorte qu'il ne saurait utilement mettre en cause ni la légalité ni le bien-fondé de la décision déferée portant ordre de quitter le territoire conformément à l'article 20, paragraphe (2) de la loi du 5 mai 2006.

Partant, le recours en annulation est à rejeter pour ne pas être fondé.

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, chambre de vacation, statuant à l'égard de toutes les parties;

reçoit en la forme le recours en annulation introduit contre la décision ministérielle du 11 juillet 2013 de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

reçoit en la forme le recours en réformation introduit contre la décision ministérielle du 11 juillet 2013 portant refus d'une protection internationale ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

reçoit en la forme le recours en annulation introduit contre la décision ministérielle du 11 juillet 2013 portant ordre de quitter le territoire ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

condamne le demandeur aux frais.



Ainsi jugé par :

Claude Fellens, vice-président,  
Françoise Eberhard, vice-président,  
Anne Gosset, premier juge,

et lu à l'audience publique extraordinaire du 13 septembre 2013 à 15.00 heures, par le vice-président Claude Fellens, en présence du greffier en chef Arny Schmit.

s. Arny Schmit

s. Claude Fellens